

## MODULE 3

### FICHE DE FORMATION

# Rôle des personnes référentes de la composante militaire en matière de protection de l'enfance Alerte précoce

---

#### BUT

Cet exercice a pour but d'améliorer la compréhension des apprenants quant à la manière dont les contingents militaires peuvent répondre aux situations au niveau tactique, pour protéger les droits des enfants et promouvoir une réponse intégrée et complète en matière de protection de l'enfance dans la zone de mission.

#### OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

- Aborder le rôle de la composante militaire en appui de la protection de l'enfance dans la zone de mission des Nations Unies, en ce qui concerne l'identification d'indicateurs d'alerte précoce des six violations graves commises contre les enfants
- Reconnaître les réponses militaires qui s'imposent face à des situations réalistes au niveau tactique, et identifier les sources d'autorité juridique et l'obligation de prendre des mesures
- Décrire le cadre opérationnel de la collaboration avec les forces et les partenaires du pays hôte, et l'approche à adopter pour partager les préoccupations et prendre des mesures, le cas échéant
- Aborder les rôles et les fonctions des autres composantes de mission et des acteurs extérieurs par rapport aux questions de protection de l'enfance
- Reconnaître les processus et les questions liés à la coordination des acteurs de la mission
- Identifier les tâches militaires impliquées dans une réponse intégrée de la mission pour atténuer le risque de violations graves contre les enfants

#### DIRECTIVES SPÉCIFIQUES À UNE MISSION

Pour les besoins de cet exercice, utiliser le modèle de la directive du commandant de la force sur la protection de l'enfance, les règles d'engagement de la mission Y et d'autres documents distribués dans le cadre du Module 2.

#### CONTEXTE

Dans le pays E, les combats entre les forces armées et les groupes armés sont ininterrompus depuis des années. Plus de cent groupes armés, notamment les groupes armés étrangers opèrent

dans différentes régions du pays avec des agendas politiques divers, y compris le contrôle des zones riches en ressources naturelles. Le pays fait face à une situation sécuritaire désastreuse, à des attaques perpétrées contre les civils et les communautés notamment les femmes et les enfants, à des violations graves des droits humains, aux déplacements et à la pauvreté extrême. Le crime organisé transnational, le commerce des armes non réglementé et les flux illicites ont alimenté et perpétué le conflit. Les groupes armés sont financés par le biais de trafic illicite de ressources naturelles et par des États étrangers. Les minéraux et les ressources pillables notamment le charbon, l'argent, l'or, le bois et le gibier sauvage ont contribué à l'augmentation du travail des enfants. D'après le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), dans la seule province nord-ouest du Pays E, plus de 30 000 enfants sont utilisés pour des travaux dangereux dans les mines.

L'opération de paix actuelle des Nations Unies dans le Pays E, la UNSME, est une opération multidimensionnelle de maintien de la paix avec un mandat robuste. Ses priorités stratégiques comprennent la protection des civils, y compris les femmes et les enfants, la protection et la promotion des droits de l'homme, l'aide au désarmement, à la démobilisation, au rapatriement, à la réintégration et à la réinstallation (DDRRR), ainsi que la lutte contre la violence locale et l'appui à la stabilisation des institutions de l'État. La mission doit améliorer la mobilisation communautaire, renforcer son mécanisme d'alerte précoce et prendre pleinement en compte la protection de l'enfance et le genre comme des sujets transversaux au cours de son mandat.

La UNSME comprend 13 000 personnels militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 600 policiers et 1000 unités de police constituées. La mission est dotée d'un système consolidé d'alerte précoce et d'appréciation de la situation. L'anticipation des violations et des menaces de sécurité est d'une importance fondamentale. La mission continue de subir le plus grand nombre de décès chez le personnel du maintien de la paix. Dans le cadre d'une réduction progressive de ses opérations, la UNSME, en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres parties prenantes compétentes, est censée résoudre les problèmes de capacités, notamment ceux des forces de sécurité du Gouvernement, créer les conditions nécessaires pour que les institutions de l'État gèrent les zones du pays qui ont atteint une stabilité relative. Entre temps, la mission consolide sa présence dans le secteur nord-ouest et les zones sensibles du pays où un conflit actif persiste, et qui sont aussi les plus riches en ressources naturelles.

Certains critiques considèrent que la UNSME ne fait pas tout ce qu'il faut pour protéger les civils et répondre aux préoccupations des citoyens ordinaires. La mise en cause de la responsabilité des auteurs de faits reste faible. La désinformation pose aussi des problèmes sur le terrain. L'idée selon laquelle il y a un « parti pris » de la mission en faveur des forces armées du gouvernement du pays hôte pour neutraliser des groupes armés spécifiques - a été utilisée politiquement, y compris par les pays qui soutiennent les groupes armés et les milices, ce qui met à mal la crédibilité du pays. Les protestations et les incidents se sont aggravés dans le pays, ce qui a mis en danger le personnel et les installations des Nations Unies.

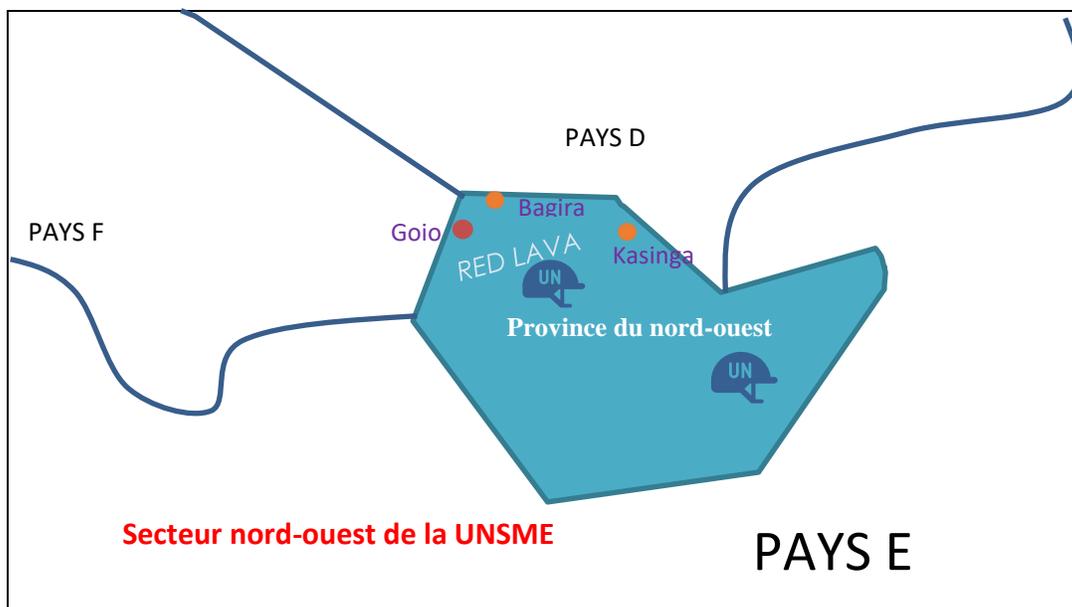
Dans ce climat, une force sous-régionale composée de soldats issus des pays voisins a entamé son déploiement à la demande du gouvernement du Pays E. Les troupes régionales ont pour mandat de lutter contre les groupes armés anti-gouvernementaux et de coopérer avec la UNSME.

La semaine dernière, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et le chef de mission de la UNSME a fait un exposé détaillé à l'équipe des hauts responsables de la mission et aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies sur la nécessité de restaurer la légitimité de l'autorité du gouvernement de l'État hôte sur la gestion des ressources naturelles, d'augmenter les recettes du pays pour favoriser le développement, d'appuyer les forces de sécurité du gouvernement hôte pour un fonctionnement indépendant, de renforcer les alertes précoces et la capacité à anticiper les menaces, notamment par le biais de l'engagement communautaire. Les nouvelles orientations stratégiques du RSSG ont été envoyées à l'ensemble des composantes en uniforme et civiles, afin d'encourager la coordination.

Le pays E a ratifié les principaux instruments internationaux des droits de l'homme et du droit humanitaire. Ce pays est partie à la Convention relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif et à la Convention sur les pires formes de travail des enfants de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Ce pays a approuvé les Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats et la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

## SITUATION

Goio, Kasinga et Bagira sont les principales villes frontalières de la province nord-ouest du Pays E. Elles se trouvent dans la région de Red Lava qui comprend la zone des trois frontières du Pays E, du Pays D et du Pays F. Red Lava se situe dans la zone de responsabilité du secteur nord-ouest de la UNSME.



Cette zone a bénéficié d'une période de stabilité relative après les opérations militaires conjointes de la UNSME/ du Pays E et des interventions de DDRRR résultant du rapatriement de centaines d'éléments armés étrangers. La réapparition soudaine de groupes armés qui avaient été actifs dans la région et les mouvements transfrontaliers ont ravivé un climat d'insécurité.

La région de Red Lava fait partie des plus mal classées dans l'indice de développement humain et la violence armée récente a anéanti toute tentative de développement. L'année dernière, les habitants de Goio ont découvert de l'or dans le sol d'une montagne de la zone, il s'avère qu'il s'agissait d'une mine de minéraux précieux. Depuis lors, des mouvements continus ont lieu, y compris une mobilité transfrontalière de véhicules et de personnels locaux et étrangers, notamment les femmes et les enfants, les membres des groupes armés communautaires, les travailleurs migrants et les mineurs non accompagnés des pays voisins, tous attirés par les activités d'exploitation minière illégale.

Bien que le gouvernement du Pays E ait adopté une législation ad hoc et mis en place un comité interministériel chargé de superviser un plan d'action pour coordonner les actions visant à mettre fin à la présence des enfants dans les opérations minières, le travail des enfants dans les mines reste un problème. La région de Red Lava ne fait pas exception, on craint que plus d'enfants soient recrutés pour assurer des travaux dangereux. Les forces de sécurité et les inspecteurs du travail du gouvernement hôte ne prennent pas de mesures, ce qui conduit à une impunité totale pour le travail d'enfants et d'autres violations commises contre les enfants, qui restent impunies.

Les changements climatiques contribuent aussi à l'instabilité. La sécheresse a mis à genoux les agriculteurs et les éleveurs locaux, ce qui entraîne des déplacements, des conflits et des heurts intercommunautaires, y compris au niveau transnational, à propos des pâturages et de l'accès aux sources d'eau. Les forces du gouvernement hôte ont accusé à plusieurs reprises, les communautés de Red Lava d'être affiliées à des groupes armés. Les incursions des forces armées et de la police du gouvernement hôte, notamment pendant la nuit, pour rechercher des armes et de l'or et pour arrêter les combattants armés, y compris les enfants, ont été fréquentes.

L'assistant chargé de la liaison avec la population locale stationné au quartier général du secteur nord-est de la force a reçu des appels de la personne référente d'un réseau d'alerte locale qui a indiqué que le comité de femmes pour la paix de Bagira craignait que les membres locaux des groupes armés aillent de village en village avec des hommes étrangers et manipulent les chefs traditionnels. Il a donné l'ordre aux autorités communautaires de « mettre à disposition » des garçons et des filles pour les activités minières et d'autres tâches. Dans le cadre d'une autre alerte, un missionnaire en poste à Goio a déclaré que les enseignants faisaient l'objet de menaces et avaient cessé d'enseigner. De ce fait, les élèves âgés de 12 à 17 ans sont déscolarisés et traînent dans des lieux douteux.

Une réunion du groupe de travail sur la protection a été organisée pour évoquer une réponse opérationnelle suite aux dernières menaces qui ont ciblé la zone, et une équipe mixte de protection de la population civile - y compris la protection de l'enfance, les affaires civiles, les droits de l'homme, la protection des civils et le personnel de protection des femmes - est

disposée à se déployer dans les villages de Bagira et de Goio pour évaluer les besoins de protection.

Les médias nationaux ont déjà procédé à des signalements sur la situation de Bagira et de Goio et la UNSME est critiquée pour avoir échoué à protéger les enfants dans la zone.

### **EXIGENCES**

Sur la base de chaque situation décrite, les apprenants, travaillant au sein des groupes désignés, doivent aborder et analyser le(s) scénario(s) et préparer une présentation de 10 minutes qui devra être exposée en plénière, au commandant de secteur/de brigade et au conseiller principal pour la protection de l'enfance.

### **EXERCICE 1**

Vous êtes le chef de la cellule G3 du quartier général du secteur nord-ouest de la UNSME. Suite aux rapports de l'assistant chargé de la liaison avec la population locale, le commandant de secteur/de brigade vous a demandé de :

- 1) Recommander les mesures que pourraient prendre les militaires de la UNSME pour atténuer les menaces contre les enfants, à Bagira, à Goio et à Kasinga
- 2) Identifier les composantes de mission et les acteurs extérieurs qui devraient être impliqués dans l'opération ou en être informés
- 3) Prodiguer des conseils sur l'engagement communautaire

### **EXERCICE 2**

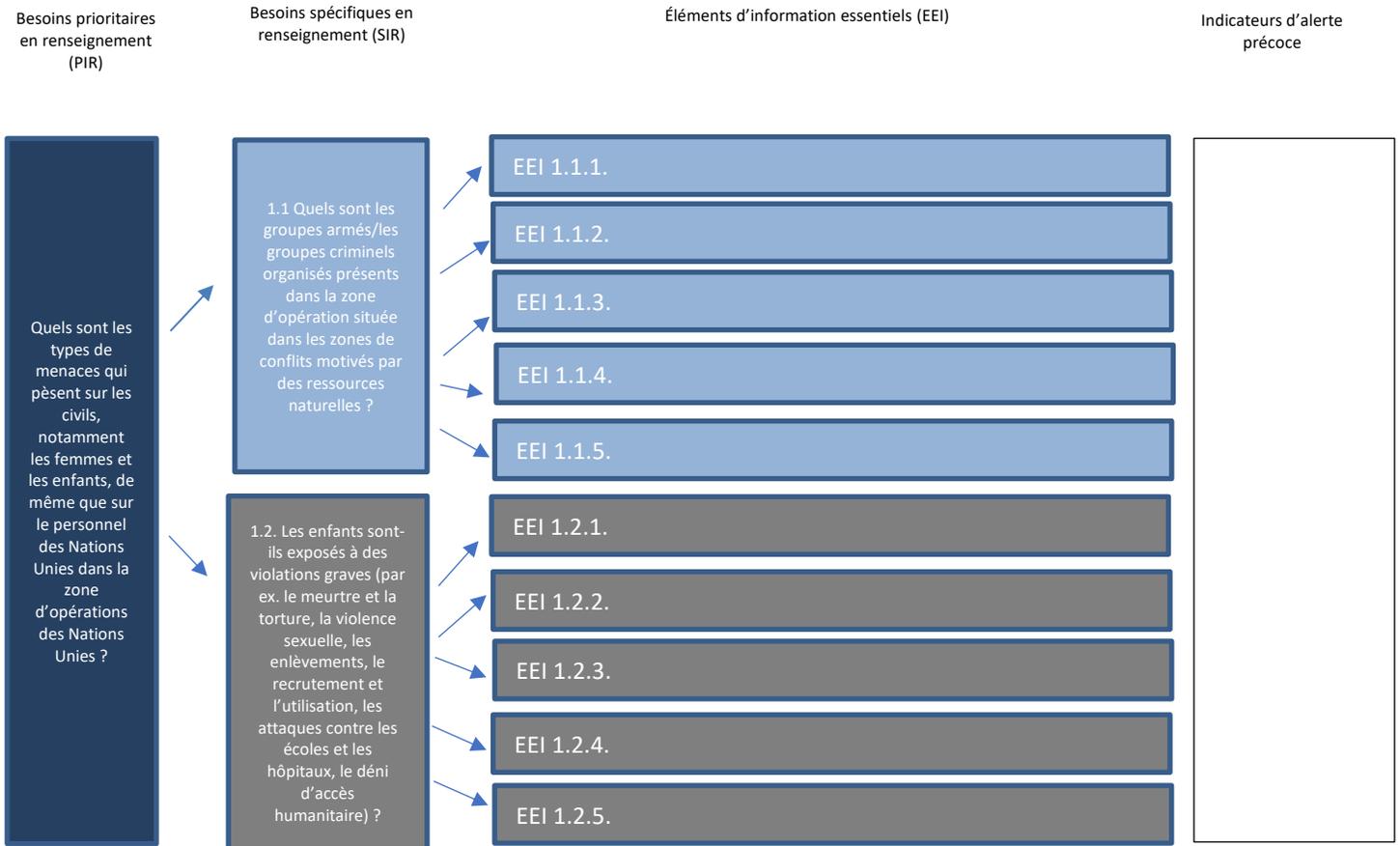
Vous êtes la personne référente du secteur/de la brigade en matière de protection de l'enfance. Le commandant de secteur/de brigade a demandé une réunion pour être informé des derniers développements. Veuillez préparer les éléments clés du point de situation :

- 4) En fonction des informations obtenues auprès de l'assistant chargé de la liaison avec la population locale sur le type de violations et de violences commises contre les enfants susceptibles de survenir dans la zone des villes frontalières et leurs implications pour les militaires de la UNSME

### **EXERCICE 3**

Vous êtes le chef de la cellule G2 du quartier général du secteur nord-ouest de la UNSME. Le commandant de secteur/de brigade a demandé à votre cellule de mettre à jour le plan d'acquisition d'information du secteur pour mieux tenir compte des questions de protection de l'enfance et de sécurité dans des zones où les conflits sont motivés par les ressources naturelles. Le Mécanisme de coordination du renseignement aux fins du maintien de la paix a défini les besoins prioritaires en renseignement : « Quels sont les types de menaces qui pèsent sur les civils, notamment les femmes et les enfants, de même que sur le personnel des Nations Unies dans la zone d'opérations des Nations Unies ? »

- 5) Décomposer les besoins prioritaires en renseignement et les besoins spécifiques en renseignement en séries de questions plus courtes (éléments d'information essentiels) qui reflètent les préoccupations du commandant du bataillon ou du secteur/de la brigade en matière de protection de l'enfance et sur le plan opérationnel, à Red Lava
- 6) Développer des indicateurs d'alerte précoce spécifiques aux violations graves contre les enfants pour le scénario proposé, afin d'aider les unités militaires à acquérir des informations



## DEROULEMENT DE L'EXERCICE

Les groupes disposeront de 120 minutes (2 heures) pour évoquer la (les) situation(s), formuler des recommandations et préparer la présentation/le rapport. Pour les questions 5 et 6, les groupes peuvent utiliser le modèle de plan d'acquisition d'information. Chaque groupe dispose de 10 minutes pour présenter ses solutions en séance plénière. Le(s) formateur(s) examineront les rapports écrits et feront part de leurs commentaires à chaque groupe séparément.